



KPMG SA
2 allée Colette Duval
Bât J
37100 Tours

ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest)

7 Rue Henri Spaak 37390 NOTRE DAME D'OE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 allée Colette Duval
Bât J
37100 Tours

ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest)

7 Rue Henri Spaak 37390 NOTRE DAME D'OE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tours, le 16 mai 2025

KPMG SA



Dominique Grignon

Associé

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 299	4 200	1 099	1 549
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	223 662		223 662	223 662
Constructions	5 218 703	1 914 069	3 304 634	2 267 113
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 919 048	2 609 326	2 309 723	1 789 182
Immobilisations corporelles en cours	223 182		223 182	683 184
Autres	2 642 266	2 245 258	397 008	406 382
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	15		15	15
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	12 147		12 147	12 147
TOTAL I	13 244 323	6 772 853	6 471 469	5 383 234
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	446 928		446 928	525 147
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 029 706	2 186	1 027 520	1 096 793
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	174 153		174 153	260 785
Valeurs mobilières de placement	773 795		773 795	2 714 682
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 984 289		1 984 289	1 154 502
Charges constatées d'avance	173 269		173 269	215 695
TOTAL II	4 582 140	2 186	4 579 954	5 967 604
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	17 826 463	6 775 040	11 051 423	11 350 838

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	6 643 461	6 252 559
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(707 518)	390 902
Situation nette (sous total)	5 935 943	6 643 461
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	148 869	163 052
Provisions réglementées		
TOTAL I	6 084 812	6 806 513
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	479 904	663 595
Provisions pour charges		
TOTAL III	479 904	663 595
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 376 959	1 006 644
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	954 460	1 128 688
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 683 583	1 592 273
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	471 706	130 243
Autres dettes	1	1 449
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		21 433
TOTAL IV	4 486 708	3 880 731
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	11 051 423	11 350 838

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	120	80
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 257 271	12 115 058
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		60
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	264 968	126 107
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	29 134	35 038
TOTAL I	12 551 492	12 276 343
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 831 501	1 814 666
Variation de stock	78 219	(163 954)
Autres achats et charges externes	3 319 326	2 972 649
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	573 225	541 814
Salaires et traitements	4 478 718	4 264 427
Charges sociales	2 229 229	2 018 061
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	769 775	703 230
Dotations aux provisions	4 342	134 211
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	9 462	454
TOTAL II	13 293 796	12 285 557
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(742 304)	(9 214)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	81 250	98 235
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	13 114	696
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		7 934
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	94 365	106 865
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	43 202	17 581
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	43 202	17 581
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	51 162	89 285

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(691 142)	80 070
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	624	276 254
Sur opérations en capital	34 740	37 561
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	35 364	313 815
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		1 425
Sur opérations en capital	39 105	1 413
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	39 105	2 837
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(3 741)	310 978
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	12 635	146
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	12 681 221	12 697 024
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	13 388 739	12 306 122
EXCEDENT OU DEFICIT	(707 518)	390 902
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

L'association ARAUCO a pour mission « la mise en œuvre, au profit des malades atteints d'insuffisance rénale, des moyens nécessaires à la prise en charge et au traitement de leur maladie dans toute structure alternative à l'hospitalisation ». Déclarée en mai 1971, elle dispose de 10 unités d'unités de dialyse médicalisée ou d'autodialyse sur l'Indre et Loire et le Cher situées principalement sur les centres hospitaliers.

Deux équipes médicales sont présentes sur chaque département avec des médecins salariés à temps plein. Leurs bureaux sont basés sur les UDM de Bretonneau et Bourges. Les néphrologues organisent leurs visites sur site toutes les semaines pour les UDM et tous les mois pour les autodialyses. Les équipes soignantes sont affectées à un département et tournent sur les sites en fonction de critère d'affectation défini. L'équipe est pluridisciplinaire et comprend une assistante sociale à temps plein, une infirmière qualité, une infirmière hygiéniste.

Les patients se dialysent 3 fois par semaine les lundis mercredis vendredis ou mardis jeudis samedis le matin, l'après-midi ou le soir avec leurs propres véhicules ou taxi/vsl pour des séances d'environ 4h.

Dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de la prise en charge des patients, des activités transversales sont organisées telles que l'Education Thérapeutique des patients, l'éthique, la prise en charge de la douleur avec des professionnels formés à l'hypnose, la cicatrisation, la réflexologie...

1- Faits majeurs de l'exercice

- Une tarification 2024 désavantageuse avec une distinction entre les établissements non lucratif ex-DG (dotation globale) avec une évolution des tarifs de +4.20% et les ex OQN (objectif quantifié national assimilé aux établissements privés à but lucratif) avec une évolution à 0.2%.
- Un non reversement du coefficient prudentiel (coefficient qui est retiré des tarifs nationaux pour respecter l'enveloppe ODAM) soit -93k€
- L'ouverture de l'unité d'Amboise au 31/07, une construction sur 16 mois qui a permis d'accueillir les patients du PSLV lors de sa réhabilitation de traitement d'eau durant 1 mois
- Des tensions RH importantes au niveau médical puisqu'un médecin en moins sur l'Indre et Loire soit 2 médecins
- Une diminution du nombre de patients -8 au 31/12
- Lancement du parcours MRC sur les 2 départements avec organisation de consultations de diététiciennes, psychologues, assistants sociaux et infirmières et des subventions non encore perçues
- Renouvellement de l'autorisation de Pharmacie à Usage Interne avec un nouveau pharmacien. Le transport de l'Epo a été externalisé afin de garantir et de respecter la chaîne du froid sur l'ensemble des unités ; ainsi que le respect du verrou pharmaceutique sur les patients à domicile d'Indre et Loire
- Ouverture de Vierzon en UDM
- Visite de certification qui a eu lieu en mars 2025. Du matériel, du temps ont été alloués afin de préparer les équipes.

1-1 Subvention

	2024
MIGAC coef RH	110k€
SUBVENTION de fonctionnement	185k€
- IFAQ qualité	120k€
- ETP	20k€
- Sport	25k€
- FMIS Investissement	20k€
	295k€

1-2 Subvention investissement (cf 2.6)

ST AMAND	650k€
HOPEN	52k€
SEGUR INVESTISSEMENT	40k€
SEGUR INVESTISSEMENT	34k€
SEGUR INVESTISSEMENT	21k€
	797k€

2- Principes, règles et méthodes comptables*

2-1 Méthode générale

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

2-2 Actif

- *IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et concernent l'achat de logiciel informatique. La durée des amortissements est de 1 à 4 ans en mode linéaire.

- *IMMOBILISATIONS CORPORELLES*

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Construction Bourges et Notre Dame d'Oc	10 à 30 ans
- Construction Amboise	10 à 30 ans
- Construction Vierzon	5 à 30 ans
- Construction Amboise	5 à 30 ans
- Matériel médical	3 à 12 ans
- Petit matériel médical	2 à 10 ans
- Agencements installations	3 à 20 ans
- Matériel de transport	4 ans

- Matériel mobilier de bureau	3 à 10 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier pour autodialyse	3 à 7 ans
- Matériel et outillage technique	4 à 5 ans

- PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les VMP y compris le CET s'élèvent à 773 795€

- STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré. Le coût d'achat est composé du prix d'acquisition.

Tableau des immobilisations

	Valeur au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Concessions, licences, logiciels, droit et valeurs similaires	8 889		3 590	5 299
Immobilisations incorporelles	8 889	0	3 590	5 299
Terrains	223 662			223 662
Constructions	3 991 960	1 226 743		5 218 703
Installations techniques, matériel et outillage	4 201 909	998 433	281 292	4 919 050
Installations générales, agencements aménagés	2 049 699	70 542		2 120 241
Matériel de transport	57 111			57 111
Autres immobilisations corporelles	1 113 537	1 001 544	1 426 983	688 098
Immobilisations corporelles	11 637 878	3 297 262	1 708 275	13 226 865
Participations et créances rattachées	15			15
Immobilisations financières	12 147			12 147
Immobilisations financières	12 162			12 162
ACTIF IMMOBILISE	11 658 929	3 297 262	1 711 865	13 244 326

Amortissement des immobilisations

	Valeur au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Concessions, licences, logiciels, droit et valeurs similaires	7 340	450	3 590	4 200
Immobilisations incorporelles	7 340	450	3 590	4 200
Terrains				
Constructions	1 724 847	189 222		1 914 069
Installations techniques, matériel et outillage	2 412 727	438 850	242 251	2 609 326
Installations générales, agencements aménagés	1 751 481	79 863		1 831 344
Matériel de transport	50 407	6 704		57 111
Autres immobilisations corporelles	328 892	52 563	24 652	356 803
Immobilisations corporelles	6 268 354	767 202	266 903	6 768 653
Participations et créances rattachées				
Immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	6 275 694	767 652	270 493	6 772 853

- CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2-4 Engagements pris en matière de retraite

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 461K€. Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de retraite

(67 ans), d'un taux d'évolution des rémunérations de 0.50% (y compris inflation) et d'une actualisation au taux de 3.7%.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges et est valorisé avec un taux de charges de 66.04% pour les Cadres et 60.67% pour les non-Cadres.

2-5 Fonds associatifs

L'application du règlement ANC 2018-06 engendre un retraitement des subventions d'investissement affectées à des bien renouvelables et sont cumulés aux réserves d'autofinancement.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Réserves				
Réserves d'autofinancement	45k€			45k€
Report à nouveau	6 207k€	391k€		6 598k€
Résultat	391k€		1 098k€	-708k€
Total	6 643k€	391k€	1 098k€	5 936k€

2-6 Autres fonds associatifs

Fonds associatifs sans droit de reprise	6 643k€	391k€	1 098k€	5 936k€
Subventions d'investissement affectées sur biens renouvelables non renouvelables par l'organisme	163k€	21k€	35k€	149k€
Total	6 807k€	411k€	1 133k€	6 085k€

Il s'agit des subventions versées par l'ARS.

Elles concernent les investissements informatiques et la réhabilitation de Saint Amand Montrond, et sur 2021 se rajoute le programme Hopen pour les armoires réfrigérées de la PUI et les Ségur Investissement.

La méthode comptable consiste à reprendre les subventions au prorata des amortissements appliqués dans l'année.

2-7 Les Dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 377k€	269k€	940k€	168k€

Les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

3- Informations relatives au compte de résultat.

3-1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 173k€. Elles correspondent à des charges d'exploitation se rapportant :

- Stocks pour 99k€
- Charges externes 74k€

3-2 Produits constatés d'avance

Plus de produits constatés d'avance, cela concernait le remboursement d'assurance pour le dégât de Loches dont les travaux ne seront plus réalisés car la vente se fait en l'état actuel.

3-3 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 100K€, il s'agit de remboursement d'assurance sur sinistre générateurs 35k€, de subvention pour investissement ARS pour 20k€, de complément sur la qualité IFQ ARS pour 43K€ et de remboursements de formation pour 2k€

3-4 Clients douteux

Une provision est constituée car chevauchement de date pour 2k€.

3-5 Ventilation de l'effectif au 31/12

Catégories	2024	2023	2022
Administratif	4	4	4
Logistique	1	1	1
Médecins	5	5	5
Paramédical	87	78	80
dont ide	75	70	68
Pharmaciens	1	2	1
Techniciens	3	3	3
Total	101	93	94

3-5 Ventilation des produits d'exploitation en K€

Critères utilisés :

Tableau de répartition des produits d'exploitation	2023	2024	variation
Produits issus de la tarification	11 278k€	11 337k€	59k€
Coefficient prudentiel	80k€		-80k€
Aides et Assurances	77k€	74k€	-3k€
Autres produits divers	481k€	551k€	70k€
Financement MIGAC	93k€	110k€	17k€

4- Autres informations

4-1 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolats, mise à disposition....)

L'association bénéficie des contributions volontaires suivantes, elles sont valorisées au coût du m2

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Location gratuite Château Renault	210m2	23k€
Location à 1€ Centre hospitalier JC Bourges 2043	802m2	88k€
Location à 1€ Centre hospitalier de Vierzon jusqu'en 2029	365m2	40k€
		151k€

4-2 Etat des créances

Les créances de l'actif circulant comportent le compte avances et acomptes pour un montant de 7k€. Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

4-3 Informations concernant les honoraires du commissaire aux comptes :

Les honoraires du Commissaire aux comptes s'élèvent à 20k€ TTC.

4-4 Engagements hors bilan

- Cautions

Les cautions données correspondent aux loyers du PSLV de Chambray les Tours pour un montant de 10k€ auquel se rajoute une caution pour les tenues d'Initial pour un montant de 2k€.

- Hypothèque

Une hypothèque a été contractée pour l'emprunt de Bourges à hauteur de 1300k€, il reste à la clôture 304k€ à rembourser.